

ARRETE MUNICIPAL N° A2023-410
INSTAURANT UNE AUTORISATION D'OCCUPATION
DU DOMAINE PUBLIC
RUE DE REVIERS
LE 25 MAI 2023

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE COURSEULLES S/MER

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2211-1 et suivants et L2213-1 et suivants, et L2122-18,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

Vu l'arrêté interministériel modifié du 24 Novembre 1967 sur la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

Vu la demande de l'entreprise VEOLIA EAU, en date du 16 mai 2023,

Vu l'avis favorable de la Direction des Services Techniques, en date du 2023,

Vu l'arrêté municipal n°2020-280 du 22 juin 2020 portant délégation de fonctions et de signature au bénéfice du 5^{ème} Adjoint, Monsieur Francis NICAISE,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures pour assurer l'ordre, la sécurité des intervenants et de la population,

Considérant la nécessité d'assurer le parfait déroulement des travaux de branchement d'eaux usées, par l'entreprise VEOLIA EAU – Rue du Commerce – 14390 CABOURG,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'entreprise VEOLIA EAU est autorisée à occuper le domaine public, rue de Revers, pour des travaux de branchement d'eau usées, **le 25 mai 2023.**

ARTICLE 2 : La CIRCULATION de tous véhicules (sauf ceux de l'entreprise et des riverains), rue de Revers sera interdite, **le 25 mai 2023.**

ARTICLE 3 : Les panneaux de circulation « sens interdit » seront occultés rue de Revers, permettant aux riverains de regagner leur domicile, **durant toute la durée des travaux, le 25 mai 2023.**

ARTICLE 4 : Une déviation routière sera mise en place par l'entreprise.

ARTICLE 5 : Une déviation piétonne sera mise en place par l'entreprise, si nécessaire.

ARTICLE 6 : La signalisation des chantiers sera, selon la situation rencontrée, conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, 8^{ème} partie, signalisation temporaire). Elle sera mise en place par l'entreprise.

Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

L'absence de la signalisation pour cause de vol, dégradation, dommage ou remplacement ne modifie pas les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire et agent de la force publique habilités à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de la notification.

ARTICLE 9 : Madame Le Maire, Monsieur L'adjoint au maire en charge de la sécurité, Monsieur le commandant de la communauté de Brigade de Courseulles-sur-Mer, Monsieur le responsable de la police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui fera l'objet d'une insertion au registre des actes de l'exécutif et d'une publication.

Fait à COURSEULLES S/MER, le 19/05/2023

Signé le 25/05/2023

Publié le 25/05/2023

Pour le Maire et par délégation

Le Maire Adjoint



Francis NICAISE